

- Assemblée Section Porc 2013 -

- Valoriser, gagner en compétitivité dans les élevages, et simplifier les Organisations Professionnelles -

Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Elus et représentants des Administrations,
Chers (chères) Collègues et Partenaires,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous, très chaleureusement, pour votre participation à notre assemblée générale.

Une conjoncture tendue en 2013, de bonnes perspectives en 2014

A cette même période, il y a un an, nous envisagions une année 2013 favorable aux éleveurs de porcs. Il n'en sera rien. Pour les éleveurs, le premier semestre s'est terminé dans le rouge vif en matière de trésorerie et cette fin d'année 2013 est inquiétante. Il nous aurait fallu une période beaucoup plus longue avec des cours au niveau de ceux que nous avons connus cet été. Nous clôturerons 2013 dans un contexte de tension au niveau des trésoreries en élevage et de baisse de la production de porcs en Bretagne et en France. Les indicateurs laissent entrevoir une conjoncture plus favorable pour les mois à venir. Il nous faut tenir !

Engager toute la filière dans la promotion de VPF

La baisse continue de la production depuis 2011 et la conjoncture que nous connaissons depuis de nombreux mois illustrent parfaitement la réalité d'un marché fortement concurrencé dans une Europe des distorsions. Nous n'avons pas de valorisation significative en monnaie sonnante et trébuchante, sur le marché français, de nos efforts dans le domaine de l'environnement, du sanitaire, de la qualité, du social, bref, du développement durable. Ce doit être l'objectif de VPF et de l'étiquetage de l'origine.

Nous nous félicitons que le budget communication d'INAPORC soit dorénavant affecté à 100 % à la promotion de VPF. Mais cela n'a de sens que si VPF apparaît sur les produits en magasins. Abatteurs, transformateurs et distributeurs doivent s'y engager plus fortement.

J'en profite pour saluer le travail exemplaire initié ces dernières semaines par la FRSEA et les Jeunes Agriculteurs des Pays de la Loire qui s'impliquent pleinement pour promouvoir VPF auprès des consommateurs. Cela est complémentaire de la communication nationale et je pense que la Bretagne doit s'inspirer de cette expérience.

Passer au concret sur l'étiquetage de l'origine du pays

Par ailleurs, nous considérons, en phase avec le syndicalisme, que l'étiquetage d'origine est prioritaire. Nous attendons le bilan qui sera présenté à INAPORC dans les prochains jours. Je sais

que pour le Président, il y a des équilibres difficiles à trouver à l'Interprofession. Mais pour la production, et sur ce point nous sommes en phase avec les abatteurs, nous tenons à réaffirmer que la promotion du « né, élevé et abattu » en France est le fondement de notre organisation interprofessionnelle.

Le respect concret ou l'irrespect des engagements des acteurs aval sur l'étiquetage nous amènera, alors, à décider comment nous poursuivrons nos travaux à INAPORC. Les éleveurs que nous représentons, et qui financent l'interprofession, ne comprendraient pas le manque de fermeté sur ce point.

Au niveau politique concernant l'étiquetage de l'origine, les dispositions adoptées récemment au Sénat n'auront strictement rien réglé tant que le texte des sénateurs n'aura pas été mis en œuvre par le pouvoir exécutif. Et nous n'acceptons pas de nous faire berner par le discours qui consiste à dire « ce n'est pas nous, c'est l'Europe, c'est compliqué ! ». Dès lors que les Ministres affirment publiquement être favorables à l'étiquetage... et bien ils doivent passer de la parole aux actes. Nous demandons donc aux Ministres de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et du Redressement Productif de faire leur affaire de l'étage européen, c'est leur job, et de mettre en œuvre, dans les plus brefs délais, le texte voté par les sénateurs.

Nous attendons toujours le choc de simplification

Si la situation conjoncturelle est très délicate, les questions structurelles le sont tout autant. La production baisse depuis 2011, a continué de baisser en 2013 et continuera de baisser en 2014. Cela affaiblit notre bassin de production, les éleveurs et tous les acteurs amont et aval de la filière. La casse industrielle que nous observons est une illustration flagrante de ces difficultés structurelles. Il y a un an, les Organisations de Producteurs, réunies à l'UGPVB, ont chiffré, sur la base d'une enquête auprès des éleveurs, un plan d'investissement bâtiment. Ce plan vise à gagner en compétitivité et à sauvegarder la production porcine à un niveau de 15 millions de porcs produits par an. Ce travail, repris par le Comité Régional Porcin de Bretagne, a permis de bâtir le plan de sauvegarde de la filière porcine bretonne. Il a été présenté aux décideurs politiques dans les 4 départements bretons, au Préfet de Région, au délégué interministériel à l'agroalimentaire, au Ministre de l'Agriculture et à Monsieur LE DRIAN. A ce jour, rien n'a encore bougé. Pire, ce que nous attendions en matière de simplification pour lancer ces investissements accouche d'une véritable complexification, d'un programme vicieux de découragements pour ceux qui veulent investir et travailler en Bretagne. Nous demandons au Ministre de l'Agriculture, au Ministre de l'Ecologie, aux députés et sénateurs bretons de venir constater sur le terrain les conséquences désastreuses de leurs propositions. Sur les installations classées, nous sommes surpris par le décalage entre les annonces politiques, le discours tenu par les parlementaires et les Ministres lorsque nous avons présenté le plan de sauvegarde et les décisions concrètes récentes. La parole publique n'est plus crédible.

Il n'y a que deux possibilités : soit les politiques nous mènent en bateau, soit la technostructure sabote les ambitions de l'exécutif. Nous attendons toujours une réponse simple à cette question simple. C'est important pour l'avenir. Espérons que la réforme des ZES ne soit pas envisagée avec la même manipulation.

Tendre toujours vers l'excellence sanitaire

Je souhaite faire un petit zoom, spécifiquement sur le sanitaire en production porcine. Je tiens d'abord à souligner publiquement la qualité du travail réalisé par les Organisations de Producteurs, les vétérinaires salariés et les vétérinaires libéraux en Bretagne. La collaboration dans le cadre de l'OVS Porc Bretagne est concrète et exemplaire. La production organisée s'implique pleinement. Nous avons bien avancé en 2013 sur le SDRP avec aujourd'hui un vrai programme de travail bâti conjointement avec la Chambre Régionale de l'Agriculture de Bretagne, l'IFIP et l'ANSES.

Les Organisations de Producteurs entendent amplifier leur implication sur ce programme qui allie à la fois actions de terrain en élevage, travaux de recherche et protection du bassin par rapport aux importations. Le sanitaire reste un dossier d'enjeu supérieur sur lequel nous continuerons à nous mobiliser. Les dossiers sont nombreux : la démédication, la grippe, l'épidémiosurveillance, etc...

Nous nous félicitons aussi de la convergence de vue avec le syndicalisme et les chambres consulaires lorsqu'il a fallu décider, au sein du CRP, de mettre en place des pénalités aux éleveurs qui ne respecteraient pas les règles sanitaires en cas d'importations de porcelets.

Mâles entiers : nous produirons ce que le marché valorisera

L'année 2013 a été marquée par de nombreux travaux, débats et échanges sur le dossier sensible du mâle entier. Il s'agit d'un dossier compliqué sur lequel nous n'avons pas le droit de nous tromper collectivement. Les décisions prises et les travaux réalisés par l'ARIP, l'UGPVB et le CRP Bretagne sont sans faute.

La position exprimée par le CRP Bretagne qui consiste à mettre en commun l'expertise de l'ARIP, avec celle acquise par les abatteurs dans le cadre de la commission technique UNIPORC Ouest est la voie de la sagesse. C'est l'orientation responsable à la hauteur de l'héritage que nous lèguent les bâtisseurs de notre filière. L'équité, l'indépendance et la transparence dans le classement des porcs sont en jeu.

Cela s'inscrit dans une organisation collective régionale dont les multiples missions sont portées par les différentes organisations professionnelles régionales et financées par une cotisation « une et indivisible ». Ce principe a toujours fait l'objet d'un consensus affirmé par tous depuis plusieurs décennies. Les Organisations de Producteurs réunies à l'UGPVB aujourd'hui ne comprennent pas l'agacement soudain de leur collègue COOPERL. Nous, toutes OP réunies à l'UGPVB, tenons à réaffirmer que tous les travaux réalisés sur ce dossier respectent scrupuleusement les décisions intervenues et adoptées dans les différentes instances concernant ce dossier (UGPVB, CRP et ARIP). La réflexion, les décisions, les actions relevant de démarches collectives doivent se faire dans le cadre d'un processus démocratique. Et comme le disait un grand homme, Le Général de Gaulle, la démocratie existe quand la minorité respecte les décisions de la majorité. Nous tenons à réaffirmer que les éleveurs bretons ont intérêt à conserver et à conforter leurs organisations collectives régionales, que ce soit sur le plan technique ou politique, deux axes que nous considérons indissociables. Nous sommes convaincus que tous les éleveurs de porcs, même ceux qui adhèrent à COOPERL, font partie de la famille.

Je n'aborderai pas tous les dossiers traités dans le cadre de la section porcine. Je traiterai du dumping social et fiscal, de l'écotaxe, du pacte d'avenir dans le cadre du rapport d'orientation toutes sections.

Organisations professionnelles porcines : les OP veulent simplifier

Enfin, je souhaiterais aborder en quelques mots les travaux que nous avons engagés pour moderniser nos organisations professionnelles porcines. Il s'agit d'un volet important de ce rapport d'orientation, et c'est pourquoi, je vous invite à rester concentré encore quelques minutes. Car à ce niveau, tous les mots sont pesés et comptent.

La production baisse, le nombre d'éleveurs est en diminution. Il y a une attente forte du terrain pour simplifier nos organisations. Ce sujet avait fait l'objet d'une intervention de Fortuné LE CALVÉ, dans la presse professionnelle au moment de son départ du CRP, et à l'occasion de notre

assemblée générale il y a un an. Les tensions que nous connaissons dans le métier et les orientations de la PAC concernant la reconnaissance des OP et des AOP, ont accéléré la réflexion. Nous annonçons aujourd'hui que l'ensemble des OP, fédérées à l'UGPVB, ont adopté, il y a 3 semaines, un texte d'orientation qui est une synthèse de leurs attentes et de leurs orientations. Ce texte vise à diminuer le nombre de nos organisations bretonnes et à s'orienter à terme, si les éleveurs des régions voisines le souhaitent, vers une configuration Grand Ouest pour prendre en considération l'orientation territoriale d'un certain nombre d'OP.

Dans un premier temps, engageons-nous dans la simplification en Bretagne. Il nous faut gagner en efficacité dans la prise de décisions et la définition de messages unifiés, partagés par le monde économique, syndical et consulaire. Il nous faut aussi assumer pleinement la responsabilité que nous confère notre représentativité : 95 % des éleveurs adhèrent à une Organisation de Producteurs.

Nous communiquerons plus précisément sur ces orientations élaborées et signées par les représentants des OP adhérentes à l'UGPVB dès lors qu'elles auront été actées par l'ensemble des Conseils d'Administration des OP adhérentes à l'UGPVB.

Voilà en quelques mots les orientations de la section porcine sur lesquelles je souhaitais intervenir. Elles s'inscrivent dans notre stratégie de développement durable de nos activités, avec une vision globale en cours de définition dans le cadre du projet ID². J'en profite pour dire que ce chantier avance bien avec une implication forte de tous les acteurs. La définition des enjeux, des objectifs et des indicateurs sera bouclée en 2014.

En conclusion, permettez-moi de saluer l'ensemble des responsables professionnels, des salariés d'OP impliqués dans la vie de l'UGPVB pour leur investissement au sein des commissions, des groupes de travail ou du Conseil de section. Je tiens à saluer plus particulièrement les présidents de nos commissions, Henri de THORE, David RIOU, Yves-Marie BEAUDET, François-Régis HUET et Philippe LE JOSSEC qui, avec sa double casquette de président de l'ARIP et de la commission qualité, conduit un travail exemplaire sur des dossiers sensibles et stratégiques. Merci à Philippe BIZIEN dont je salue les talents de rassemblement, d'écoute et l'autorité reconnue dans la profession.

Je tiens également à saluer le travail de toute l'équipe de l'UGPVB pour son investissement engagé et ses compétences.

Merci.

Michel BLOC'H